

## 2 Politique

## Trois questions à... Louis-Gaston Mayila

**"La réconciliation nationale est une prise de conscience collective (...)"**

Propos recueillis par J.K.M & SNN  
Libreville/Gabon

**Pour le président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), cela implique également de briser "le mur de haine" qui s'est érigé entre Gabonais.**

**l'union.** Depuis un certain temps, vous prônez la réconciliation nationale. Es-ce un subtil appel au partage du gâteau entre politiques ?

**Me Louis-Gaston Mayila :** Quand il s'est agi de partager le gâteau, je n'y étais pas. Ça veut dire que j'ai une autre conception de la politique. En nous replongeant dans l'histoire, nous constatons que la Première guerre mondiale a débouché sur la création de la Société des Nations, c'était une réconciliation. La Seconde a donné naissance à l'Organisation des Nations unies (Onu), ce fut encore une autre forme de réconciliation. Plus près de nous, après les drames qu'a connus le Rwanda, les Rwandais ont fini par se réconcilier. De même en Côte d'Ivoire, après la grave crise politique qu'a traversée ce pays, les Ivoiriens se sont retrouvés à travers un forum de la réconciliation nationale. Ça veut simplement dire que tous les grands événements qui ont bouleversé de manière dramatique, à certains moments, la vie des nations ont trouvé leur épilogue autour d'une table par le biais de la réconciliation des différents acteurs.

En prenant l'exemple du Gabon, la réconciliation nationale c'est quoi ? C'est cette prise de conscience collective de tous les Gabonais pour reconnaître qu'on s'est mutuellement fait du tort. C'est également admettre que nous, anciens gouvernants, avons une grande part de responsabilité dans les nombreux manquements observés à travers le pays. Car il ne faudrait pas être naïf



Photo : SNN

**Me Louis-Gaston Mayila :** " nous avons bâti un mur de haine entre nous".

pour croire que ceux-ci sont nés sous le magistère d'Ali Bongo Ondimba. Nous vivons au Gabon, nous constatons que quelque chose ne va pas. Trop de mal a été fait dans ce pays. Nous avons bâti un mur de haine entre nous. Car, malheureusement, aujourd'hui, le Gabon c'est cela. C'est vous dire que la réconciliation nationale est une prise de conscience collective, afin que notre pays retrouve la concorde, l'unité nationale de manière à bâtir un nouveau vivre-ensemble. La réconciliation nationale, c'est cette prise de conscience qui voudrait que si vous parliez du Gabon et que vous vous limitiez à Ali Bongo Ondimba ou à Jean Ping, vous faites fausse route. Je suis heureux de constater que des voix aussi autorisées que celles de Casimir Oyé Mba et Jean-Boniface Assélé disent que c'est la direction qu'il faudrait emprunter. Et pour matérialiser cette ambition, j'ai été reçu, récemment, en audience par le chef de Bureau de l'Unoca qui s'est montré réceptif à ma démarche.

de l'État, avec des conclusions précises. Quand les passions politiques se sont manifestées, à quoi avons-nous eu droit ? Jean Ping a organisé son dialogue, je leur avais suggéré d'inviter le Parti démocratique gabonais et d'autres représentants de la majorité. Face au refus que j'ai essuyé, j'ai estimé que ces assises n'avaient pas les contours d'un véritable dialogue. Je n'y ai pas pris part. Par la suite, le pouvoir a pris l'initiative d'organiser le sien. Mais là aussi, je n'y ai pas participé car les problématiques au cœur de la paralysie actuelle de notre pays n'ont pas été abordées. Ces deux initiatives auraient pu déboucher sur la mise en place d'une commission nationale, vérité et réconciliation.

Ceci pour vous dire que la réconciliation nationale suppose que nous admettions et reconnaissons que de 1964 à nos jours, des compatriotes ont perdu la vie au cours d'événements politiques. Et qu'au besoin, il faudrait peut-être les élever au rang de martyrs. Avant que l'État compatissant et reconnaissant

n'étudie les voies et moyens de soulager les familles éplorées. De même, il faudrait libérer tous les compatriotes emprisonnés en ce moment pour des motifs politiques. Et promulguer, par la suite, une loi d'amnistie de manière à ce que ceux qui sont à l'extérieur reviennent au pays sans y être inquiétés. Tout naturellement, cette responsabilité incombe au président de la République, clé de voûte des institutions. Il lui revient de tendre la main et non à l'opposition car, elle n'a pas de main à tendre.

Au cours de sa visite dans notre pays, Nelson Mandela m'avait dit ceci : "sans réconciliation nationale et pardon, la vie n'est pas possible". Dans le climat actuel, je refuserais d'aller dans ma tombe. Car je ne puis me résoudre à laisser mes enfants vivre dans une telle atmosphère. Je vais continuer à relayer ce message jusqu'à ce que ceux qui ont la décision se l'approprient. Aujourd'hui, on peut rejeter cette idée. Demain, on ne pourra pas d'autant que c'est la voie obligée.

**Dans ces conditions, votre formation politique participera-t-elle aux Législatives à venir ?**

L'Union pour la nouvelle République (UPNR) prendra part aux prochaines élections législatives. Même si, matériellement, il me paraît difficile de tenir les délais fixés par la Cour constitutionnelle. Dépêchons-nous d'attendre en mettant sereinement en place tous les organes censés organiser cette élection, pour qu'elle soit transparente et sans contestation. D'autant plus qu'une mauvaise préparation pourrait avoir des conséquences désastreuses. Ceci dit, j'appelle de tous mes vœux l'opposition à aller à ce scrutin en rangs serrés, de façon à ce que face à un candidat de la majorité, il y ait un candidat de l'opposition investi par le parti le mieux implanté dans la circonscription électorale. Car j'entends déjà des sons discordants.

## Législatives 2018

**Nouveau son de cloche à la CNR**

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

**ALORS** que l'Union nationale (UN) indiquait récemment que certains partis de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) travaillent sur la question des Législatives, un autre groupe de ce regroupement politique a tenu un point presse, qui s'est finalement transformé en conférence de presse, hier, au siège de la CNR. Occasion pour les membres de cette tendance de marquer leur refus de participer aux échéances électorales à venir. Même si d'aucuns pensent que leur position n'a pas été claire.

Dans son propos circonstanciel, l'orateur, Vincent Moulengui Boukosso, a laissé entendre: « pour le moment, la question des élections législatives, bien que contenue dans son

Photo : Chris Oyame



**Le porte-parole de la CNR, Moulengui Boukosso, lors de la déclaration de cette entité politique.**

agenda, n'est pas inscrite à l'ordre du jour de la CNR.» Indiquant, par ailleurs, que la priorité actuelle de Jean Ping est « la récupération du mandat que la majorité des Gabonais lui a confié. » En répondant aux questions des journalistes sur les divergences d'avis au

sein de la CNR, l'orateur a souligné ce qu'il en est. A l'en croire, d'aucuns parmi les partis politiques membres de la Coalition ont estimé que les Législatives sont "l'une des voies pour revendiquer la victoire de Jean Ping".

Un point de vue que le



**Quelques membres de la CNR ayant assisté au point-presse.**

groupe des douze partis signataires de la déclaration d'hier ne partage pas. Pour ce groupement, la participation au prochain scrutin législatif de l'Union nationale (UN), Les Démocrates et le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) signifierait que "leur com-

bat pour l'alternance s'arrête là".

Par ailleurs, Vincent Moulengui Boukosso et les siens ont réaffirmé leur soutien à Jean Ping, tout en exprimant leur volonté de « rompre avec le cycle néfaste élection mal organisée-répression féroce-dialogue

biaisé et partage des postes entre élites".

Aussi, ont-ils pris acte du contexte actuel. Ceci, « pour réorganiser et nous retrouver avec le peuple du changement afin que la résistance triomphe de l'hydre de la dictature », a dit l'orateur.